4,7 milliards de personnes, soit 63 % de la population mondiale, sont protégées par des mesures telles que les mises en garde illustrées, les lieux publics non-fumeurs et d'autres encore

19 juillet 2017 ¦ Genève/New York : Le dernier Rapport de l'OMS sur l'épidémie mondiale de tabagisme, publié aujourd'hui conclut que davantage de pays ont mis en œuvre des politiques de lutte antitabac, allant des mises en garde illustrées sur les paquets aux zones non-fumeurs, en passant par des interdictions de la publicité. Environ 4,7 milliards de personnes, soit 63 % de la population mondiale, sont couvertes par au moins une mesure globale de lutte antitabac. Par rapport à 2007, quand seulement 1 milliard de personnes et 15 % de la population étaient protégées, le chiffre a quadruplé. Les stratégies pour la mise en œuvre de ces politiques ont sauvé des millions de personnes d'une mort prématurée.

Mais, selon le nouveau Rapport de l'OMS sur l'épidémie mondiale de tabagisme 2017, l'industrie du tabac continue d'entraver les efforts des gouvernements pour appliquer pleinement les interventions qui sauvent des vies et permettent des économies.

« Dans le monde entier, les gouvernement ne doivent pas perdre de temps pour intégrer toutes les dispositions de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac dans leurs programmes et politiques nationaux de lutte contre le tabagisme », a déclaré le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS. « Ils doivent aussi prendre des mesures autoritaires contre le commerce illicite du tabac, qui exacerbe l'épidémie mondiale de tabagisme et les conséquences aux niveaux sanitaire et socioéconomique. »

Le Dr Tedros ajoute : « En travaillant ensemble, les pays peuvent éviter que, chaque année, des millions de personnes meurent de maladies liées au tabagisme et ainsi économiser des milliards de dollars par an en dépenses de santé et en perte de productivité ».

Aujourd'hui, 4,7 milliards de personnes sont protégées par au moins une mesure relative à une « meilleure pratique » figurant dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, soit 3,6 milliards de plus qu'en 2007 selon le rapport. C'est l'intensification de l'action par les gouvernements pour appliquer les mesures phares de la Convention-cadre qui a permis ce progrès.

Les stratégies pour soutenir l'application des mesures de réduction de la demande dans la Convention-cadre, comme les mesures « MPOWER », ont sauvé des millions de personnes d'un décès prématuré et permis d'économiser des centaines de milliards de dollars au cours des 10 dernières années. MPOWER a été mis en place en 2008 pour faciliter l'action des gouvernements concernant six stratégies de lutte conformes à la Convention-cadre :

- (Monitor) surveiller la consommation de tabac et les politiques de prévention ;
- (Protect) protéger la population contre la fumée du tabac ;
- (Offer) offrir une aide à ceux qui veulent arrêter le tabac ;
- (Warn) mettre en garde contre les méfaits du tabagisme ;
- (Enforce) faire respecter l'interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion

et du parrainage ; et

- (Raise) augmenter les taxes sur le tabac.

« Un décès sur 10 dans le monde est dû au tabagisme, mais on peut changer cette situation grâce aux mesures de lutte MPOWER qui ont donné la preuve d'une grande efficacité », explique Michael R. Bloomberg, Ambassadeur mondial de l'OMS pour les maladies non transmissibles et fondateur de Bloomberg Philanthropies. « Les progrès accomplis dans le monde, et mis en évidence dans ce rapport, montrent qu'il est possible pour les pays de renverser le cours des choses. Bloomberg Philanthropies sera heureux de travailler avec le Dr Ghebreyesus et de poursuivre la collaboration avec l'OMS. »

Le nouveau rapport, financé par Bloomberg Philanthropies, est axé sur la surveillance de la consommation du tabac et les politiques de prévention. Les auteurs constatent qu'un tiers des pays ont des systèmes complets de surveillance de la consommation du tabac. Si leur proportion a augmenté par rapport à 2007 (elle était d'un quart à l'époque), les gouvernements doivent néanmoins en faire plus pour donner la priorité à ce domaine de travail et le financer.

Même les pays aux ressources limitées peuvent surveiller la consommation du tabac et appliquer des politiques de prévention. En produisant des données sur les jeunes et les adultes, les pays peuvent ensuite promouvoir la santé, faire des économies sur les dépenses de santé et générer des recettes pour les services publics, indique le rapport. Il ajoute que le contrôle systématique des interférences de l'industrie du tabac dans l'élaboration des politiques gouvernementales protège la santé publique en mettant en lumière les tactiques de cette industrie, comme le fait d'exagérer son importance économique, de discréditer les faits scientifiques avérés et de recourir aux procédures judiciaires pour intimider les gouvernements.

« Les pays peuvent mieux protéger leurs citoyens, y compris les enfants, de l'industrie du tabac et de ses produits lorsqu'ils utilisent des systèmes de surveillance du tabac », affirme le Dr Douglas Bettcher, Directeur à l'OMS du Département Prévention des maladies non transmissibles (NCD).

« Les interférences de l'industrie du tabac dans les politiques publiques constituent un obstacle meurtrier au progrès de la santé et du développement dans de nombreux pays », déplore le Dr Bettcher. « Mais en contrôlant et en bloquant ces activités, nous pouvons sauver des vies et semer les graines d'un avenir durable pour tous. »

Autres constatations essentielles dans le Rapport de l'OMS sur l'épidémie mondiale de tabagisme 2017 :

• 43 % de la population mondiale (3,2 milliards de personnes) sont couvertes par au moins deux mesures MPOWER au plus haut niveau, soit près de sept fois plus qu'en 2007 ;

• huit pays, dont cinq à revenu faible ou intermédiaire, ont mis en place au moins quatre

mesures MPOWER au plus haut niveau (Brésil, Irlande, Madagascar, Malte, Panama, République islamique d'Iran, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Turquie) ;

• surveillance : le Népal, l'Inde et les Philippines font partie des pays ayant mené des initiatives soutenues par l'OMS pour surveiller la consommation du tabac, puis appliquer des mesures pour protéger la population du tabagisme :

- le Népal a introduit en mai 2015 les plus grandes mises en garde sanitaires sur les paquets de tabac (couvrant 90 % de la surface) après avoir utilisé une série de questions d'enquête sur le tabagisme dans les familles qui a permis de détecter une forte prévalence d'hommes adultes qui fument ou consomment des produits sans fumée,
- l'Inde a lancé un programme de sevrage tabagique à l'échelle du pays et un numéro d'appel gratuit pour arrêter de fumer après avoir réalisé une « enquête globale sur le tabagisme chez l'adulte » en 2009-2010 qui a révélé un grand intérêt chez près d'un fumeur et d'un consommateur de produits sans fumée sur deux pour mettre fin à leur habitude,
- les Philippines ont adopté en 2012 la « Sin Tax Reform Law », réforme marquante de la législation sur la taxation du tabac et de l'alcool, après qu'une enquête globale sur le tabac chez l'adulte a révélé en 2009 des taux élevés de tabagisme chez les hommes (47,4 %) et les garçons (12,9 %). Ce type de fortes mesures de réduction de la demande a contribué à faire baisser la consommation du tabac, selon les résultats de l'enquête de 2015 ;

• protéger : Une législation antitabac complète est actuellement en place pour près de 1,5 milliard de personnes dans 55 pays. Depuis 2007, on a observé des progrès spectaculaires dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, 35 d'entre eux ayant adopté une législation antitabac complète depuis 2007 ;

• offrir : Des traitements adaptés pour le sevrage sont en place pour 2,4 milliards de personnes dans 26 pays ;

• mettre en garde : la mesure consistant à apposer de fortes mises en garde illustrées sur les paquets de tabac est la plus appliquée de l'ensemble MPOWER et couvre près de 3,5 milliards de personnes dans 78 pays, soit près de la moitié de la population mondiale (47 %) ;

• mettre en garde : Campagnes : 3,2 milliards de personnes vivent dans un pays qui a diffusé dans les médias au moins une campagne nationale complète antitabac au cours des deux dernières années ;

• faire respecter : Les interdictions de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage interfèrent avec la capacité de l'industrie du tabac à promouvoir et à vendre ses produits et réduisent la consommation. Mais ce type d'interdiction complète ne couvre pour l'instant que 15 % de la population mondiale ;

• augmenter : La hausse des taxes pour augmenter les prix des produits du tabac est le moyen le plus efficace et le plus rentable de réduire la consommation de tabac, incitant les consommateurs au sevrage. Mais c'est l'une des mesures de lutte les moins appliquées.

http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2017/tobacco-report/fr/